

Déclaration des partis communistes et ouvriers d'Europe

La rencontre des chefs d'États de l'UE du 11 février annonce une sérieuse attaque contre la classe ouvrière et les peuples de l'Europe. Conformément à la « stratégie pour l'UE de 2020 », qui entend promouvoir plus avant encore la « stratégie de Lisbonne », les résolutions du sommet intensifient la politique antipopulaire de l'Union européenne et des gouvernements bourgeois par le biais de mesures sévères à l'encontre de la classe ouvrière et des populations en général. Ils cherchent à renforcer la rentabilité des monopoles européens aussi bien au sein de l'UE que dans la concurrence impérialiste au niveau international.

La stratégie de l'UE pour sortir de la crise repose sur l'imposition de modifications radicales dans les systèmes de sécurité sociale, dans l'augmentation de l'âge de la retraite et dans des coupes sombres dans les salaires, les pensions et les avantages sociaux en général. Cette attaque est marquée du sceau des forces libérales et social-démocrates qui, dans leur coopération avec l'UE, ont soutenu la stratégie du capital.

On se sert du déficit et de la dette publique, de même que du contrôle tutélaire des économies de plusieurs États membres de l'UE, dont la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et d'autres pays encore, à des fins d'intimidation idéologique de la classe ouvrière de l'ensemble de l'Europe.

Les sociétés et banques transnationales ont réalisé d'immenses profits en exploitant les travailleurs et en profitant des subsides de l'État et des exonérations fiscales, aussi bien avant que pendant la crise. Aujourd'hui, elles se battent pour arracher la part du lion dans les nouveaux octrois de crédits. Et, une fois de plus, elles en font reposer le fardeau sur les épaules des travailleurs, des démunis, des petits et moyens agriculteurs et des indépendants en recourant à l'alarmisme ou à l'intimidation.

L'esprit de résistance s'est intensifié parmi les travailleurs européens qui ne sont pas disposés à assumer le coût d'une crise dont ils ne sont en aucun cas responsables. En Grèce, au Portugal et dans d'autres pays, les travailleurs, les agents de l'État et les petits et moyens agriculteurs organisent des manifestations publiques et se mettent en grève contre les actuelles mesures d'austérité. Les partis communistes et ouvriers signataires de la présente déclaration jouent un rôle protagoniste dans ce mouvement, du fait qu'ils occupent la ligne de front de la lutte des classes.

Les partis communistes et ouvriers demandent instamment à la classe ouvrière et à la population de chaque pays d'organiser leur contre-attaque et de condamner les partis qui soutiennent l'offensive antipopulaire de l'UE, de renforcer les rangs du mouvement ouvrier militant, de rejeter toute forme de « partenariat social » qui soutiennent des politiques antipopulaires, d'opposer une réponse ferme et sans équivoque à l'actuelle offensive contre les masses populaires et de réclamer en lieu et place le plein emploi et des emplois stables avec la totalité des droits pour tous, une augmentation substantielle des salaires, l'abolition des lois antisociales et anti-ouvrières, une réduction de l'âge de la retraite et un enseignement, des soins de santé et une aide sociale gratuits exclusivement. Les travailleurs peuvent vivre beaucoup mieux sans les capitalistes : ce sont eux qui produisent la richesse et qui, par conséquent, devraient en jouir.

Février 2010

Signataires

- Workers' Party of Belgium
- Communist Party of Britain
- New Communist Party of Britain
- Communist Party of Bulgaria
- Party of the Bulgarian Communists
- AKEL, Cyprus Communist
- Party in Denmark Communist
- Party of Estonia
- Communist Party of Finland
- Communist Party of Greece
- Hungarian Communist Workers' Party
- Communist Party of Ireland
- Workers' Party of Ireland
- Party of the Italian Communists, Italy
- Socialist Party of Latvia
- Socialist Party of Lithuania
- Communist Party of Luxembourg
- Communist Party of Malta
- New Communist Party of the Netherlands
- Communist Party of Poland
- Communist Party of Slovakia
- Communist Party of Peoples of Spain
- Communist Party of Sweden